



COMMUNE DE PLOULEC'H
ARRETE
D'ACCORD DE PERMIS D'AMENAGER MODIFICATIF
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Dossier : **PA 22224 24 C0001 M01**

Déposé le 25/09/2025

Avis de dépôt affiché le 29/09/2025

Complet le 25/09/2025

Nature des modifications :

Modification du règlement écrit du lotissement

Adresse des travaux :

Lotissement des terres Blanches
Kervrangen
22300 PLOULEC'H

Demandeur :

Commune de Ploulec'h
1 parvis de l'abolition de la peine de mort
22300 Ploulec'h

TERRAIN DE LA DEMANDE :

Références cadastrales : A1633, B1633, B1712

Superficie du terrain de la demande : 29 852,00 m²

Le Maire de la commune de PLOULEC'H ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants ;

Vu les dispositions de la Loi n° 86-2 du 03 /01/1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (articles L. 121-1 et suivants du code de l'urbanisme) ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 13/03/2014 modifié le 14/03/2023 ;

Vu les articles L. 111-1 et suivants du code de l'urbanisme (sauf les articles L. 111-3 à 5 et L.111-22) ainsi que les articles R. 111-2, R. 111-4, R. 111-20 à 27 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté de permis d'aménager N°PA 22224 24 C0001 délivré en date du 02/07/2024 ;

Vu la demande de Permis d'aménager modificatif ayant pour objet la **modification du règlement écrit du lotissement**;

ARRETE

Article 1 :

Le permis d'aménager modificatif est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2 :

Envoyé en préfecture le 06/10/2025

Reçu en préfecture le 06/10/2025

Publié le

ID : 022-212202246-20251003-202564-AI

Les prescriptions du permis d'aménager antérieurement délivré restent valables pour la présente autorisation.

Certifié transmis ce jour au Préfet,
Le 06/10/2025

Fait à PLOULEC'H
Le 3 octobre 2025

L'adjointe à l'urbanisme par délégation
Mme ANTONA Germaine



Le présent arrêté est exécutoire à date de sa transmission en Préfecture et de sa notification au bénéficiaire.

LIRE ATTENTIVEMENT LES INFORMATIONS SUIVANTES

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention préalable de l'autorisation de voirie exigée pour tous travaux à exécuter en bordure du Domaine Public ou pour l'occupation de celui-ci. Cette autorisation de voirie devra être sollicitée auprès de votre mairie préalablement à tout commencement de travaux.

Délai et voies de recours : Si vous entendez contester la légalité de la présente lettre, vous pourrez saisir le Tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification dudit arrêté. Le Tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.lerecours.fr/>. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme lorsque la décision est délivrée par le préfet. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Par ailleurs, si l'autorité compétente estime la décision entachée d'illégalité, elle peut la retirer dans les trois mois suivant la signature dudit arrêté. Elle est tenue au préalable d'en informer le demandeur et de lui permettre de répondre à ses observations.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation par un recours gracieux, auprès de l'auteur de l'acte, ou devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

Commencement des travaux et affichage : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire (sauf pour les coupes et abattages d'arbres) et après avoir affiché sur le terrain le présent accord dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. L'affichage est effectué par les soins des bénéficiaires sur un panneau de plus de 80 cm de manière à être visible depuis la voie publique ou des espaces ouverts au public et doit décrire le projet. L'affichage doit également mentionner les droits de recours. Ce modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Durée de validité : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'accord sur un permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s).

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Conformément aux articles R. 424-21 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie contre récépissé deux mois au mois avant l'expiration du délai de validité.

Droits des tiers : La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers. L'administration vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment les servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage etc., règles contractuelles figurant aux cahiers des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire du présent permis de respecter.

Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'accord du permis de construire ne respecte pas les règles d'urbanisme.

Dommages ouvrages : Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommages-ouvrages sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil dans les conditions prévues par les articles L. 242-1 et suivants du code des assurances.